

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 17 juin 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le dix-sept juin à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, TASTEVIN Marie-Françoise, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, MARRON Corentin, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CONSTANZO André

Excusés : DURIEU Joël donne procuration à FAURE Cécile, HADDAD Catherine donne procuration à TASTEVIN Marie-Françoise, SAUGET Elisabeth donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, VERNEDE Corinne donne procuration à MARRON Corentin, LEYNAUD Michel donne procuration à BOUSCHON Max, AMRANI Hasiba donne procuration à NGUYEN Isabelle, TEYSSIER Nicolas donne procuration à MEYER Jean-Yves, JOLY Delphine donne procuration à CIVIER Stéphane, ARMAND Michel donne procuration à DAUMAS Jacques

Absents : KAPPEL Roger, CAUQUIL Alexandra, DELAUCHE Henri

Secrétaire de séance : Alain BOYER

Date de la convocation :

Délibération n°2025-131

10 juin 2025

OBJET : Filières « REP » Responsabilité Élargie des Producteurs, contrat avec l'éco-organisme ALCOME pour la réduction des déchets des produits du tabac dans l'espace public

Transmis au représentant de l'Etat le : **20 JUIN 2025**

Affiché le :

Notifié le : **20 JUIN 2025**

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20250617-DEL2025-131-DE
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;
Vu la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC) n°2020-105 du 10 février 2020 ;
Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.541-10 et L.541-10-1 19°;
Vu le projet de contrat-type ;

Considérant que la commune d'Aubenas gère le nettoyage des voiries et de l'ensemble des espaces publics communaux ;

Considérant que ALCOME est un éco-organisme agréé par l'Etat par arrêté ministériel du 28 juillet 2021 qui est chargé de la Responsabilité Elargie des Producteurs de produits de tabac équipés de filtres composés en tout ou partie de plastique et des produits qui sont destinés à être utilisés avec des produits de tabac relevant du 19° de l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement, de leur obligation de responsabilité élargie,

Considérant que la mission d'Alcome est de participer à la réduction de la présence des déchets issus des produits de tabac (schématiquement appelés « mégots ») jetés de manière inappropriée dans l'espace public. Les objectifs de réduction sont fixés comme suit :

- 20 % d'ici 2024
- 35 % d'ici 2026
- 40 % d'ici 2027

Les actions prévues par ALCOME sont :

- Sensibiliser : Fourniture d'outils de communication et de sensibilisation
- Améliorer : Mise à disposition de cendriers de poche et de dispositifs de rue
- Soutenir : Soutien financier aux communes au titre du nettoyage des rues
- Assurer : Enlèvement et prise en charge des coûts de valorisation des mégots collectés séparément, à hauteur de 100kg de mégots massifiés.

Considérant que dans ce cadre, Alcome propose de contractualiser avec les collectivités territoriales en charge du nettoyage des voiries publiques sur la base d'un contrat type unique joint en annexe,

Considérant qu'en contrepartie, la commune d'Aubenas va mettre en place dans le cadre de ce contrat ::

- Un état des lieux des « hotspots » mégots (lieux à forte concentration de mégots au sol) et des dispositifs de collecte existants
- Des actions de sensibilisation, de communication et d'aménagement en fonction des spécificités de la collectivité

Considérant qu'Alcome fournira des kits de sensibilisation conformément au contrat, ainsi qu'un soutien financier annuel au titre du nettoyage, calculé selon le barème indiqué dans l'annexe C du contrat-type et précisé ci-dessous :

Typologie de collectivité	Montant (€/habitant/an)
Urbain : communes dont la population est supérieure ou égale à 5 000 et inférieure à 50 000 habitants permanents	1,08
Urbain dense) : communes dont la population est supérieure ou égale à 50 000 habitants permanents	2,08
Rural : communes dont la population est inférieure à 5 000 habitants permanents	0,50
Touristique : communes urbaines ou rurales présentant au moins un des trois critères suivants : - Plus d'1,5 lits touristique par habitant - Un taux de résidences secondaires supérieur à 50 % - Au moins 10 commerces pour 1000 habitants	1,58

Considérant que ce barème est à multiplier tous les ans par la population municipale selon les données de l'INSEE et s'applique pour la première année prorata temporis à partir de la date de contractualisation,

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20250617-DEL2025-131-DE
Date de télétransmission : 20/06/2025
Date de réception préfecture : 20/06/2025

Considérant que par conséquent, le montant du soutien n'est pas fixe et peut varier chaque année en fonction de l'évolution de la population et l'évolution de la typologie de la collectivité et de la durée du contrat au cours de l'année,

Considérant que ce soutien est versé au terme de chaque année civile sur présentation d'un bilan annuel des actions de prévention et de sensibilisation menées au cours de l'année passée,

Considérant l'intérêt manifeste de cette contractualisation,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la signature du contrat-type avec ALCOME pour la durée de l'agrément,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer le contrat ainsi que tout document afférent à ce sujet.

Extrait certifié conforme,

<p>Jean-Yves MEYER, Maire</p> 	<p>Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)</p>
--	---